



PREFECTURE INDRE

## **Arrêté n ° 2013282-0003**

**signé par Jean- Marc GIRAUD, Secrétaire général de la préfecture de l'Indre  
le 09 Octobre 2013**

**36 - Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de  
l'Indre (DDCSPP)  
Service de la Protection des Populations  
Unité Protection de l'Environnement**

Arrêté portant ouverture d'une enquête publique sur la demande présentée par le directeur de la société Centrale Eolienne des Champs d'Amour en vue d'exploiter un parc éolien de six aérogénérateurs et de deux postes de livraison situé sur le territoire des communes de Reboursin et de Meunet- sur-Vatan.



## PRÉFET DE L'INDRE

Direction départementale de la cohésion sociale  
et de la protection des populations  
Service Protection de l'Environnement  
Affaire suivie par :  
Mme Martine AUBARD  
Tel : 02 54 60 38 09  
martine.aubard@indre.gouv.fr

### ARRETE

**portant ouverture d'une enquête publique sur la demande présentée par Monsieur le directeur de la Société Centrale Eolienne des Champs d'Amour en vue d'exploiter un parc éolien de six aérogénérateurs et de deux postes de livraison, situé sur le territoire des communes de REBOURSIN et de MEUNET-SUR-VATAN.**

### LE PREFET Chevalier de la Légion d'honneur

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 24 avril 2013 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement ;

**Vu** le dossier déposé le 3 octobre 2012, complété le 12 mars 2013 et amendé par un erratum transmis en complément le 3 juin 2013, par Monsieur le directeur de la Société Centrale Eolienne des Champs d'Amour, en vue d'exploiter un parc éolien, situé sur le territoire des communes de REBOURSIN et de MEUNET-SUR-VATAN ;

**Vu** l'étude d'impact, les plans et les autres pièces réglementaires annexées à cette demande ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 19 juin 2013 constatant la recevabilité du dossier de demande d'autorisation d'exploiter susvisé ;

**Vu** la décision du président du Tribunal administratif de Limoges en date du 2 juillet 2013, par laquelle ce dernier a désigné M. Jacques LACROIX, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. François ROBIN, en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;

**Vu** l'avis favorable en date du 5 juillet 2013 de M. le Préfet du Cher, suite à la demande d'accord de M. Préfet de l'Indre pour l'affichage de l'avis d'enquête dans les communes du département du Cher concernées par le rayon d'affichage de 6 kms de l'implantation du projet éolien susvisé ;

**Vu** l'avis de l'autorité environnementale en date du 27 août 2013, reçu par mail à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, le 29 août 2013 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013246-0010 du 3 septembre 2013 portant délégation de signature à Madame Anne DUFOUR, directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, en matière d'administration générale ;

**Considérant** que cette enquête publique fait partie de la procédure d'instruction d'un dossier « installation classée pour la protection de l'environnement » (ICPE) qui fera l'objet d'une décision préfectorale ;

**Sur** proposition de Mme la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations,

## **A R R E T E**

**Article 1er** : Une enquête publique est ouverte dans les mairies de **REBOURSIN** et de **MEUNET-SUR-VATAN** du **lundi 4 novembre 2013 au lundi 16 décembre 2013 inclus** en ce qui concerne la demande présentée par Monsieur le directeur de la Société Centrale Eolienne des Champs d'Amour, en vue d'exploiter un parc éolien de six aérogénérateurs et de deux postes de livraison, situé sur le territoire des communes de **REBOURSIN** et de **MEUNET-SUR-VATAN**.

**Article 2**: M. Jacques LACROIX, commissaire enquêteur titulaire, siègera à la mairie de **REBOURSIN** et de **MEUNET-SUR-VATAN**, les jours suivants :

- **Mairie de REBOURSIN**
  - **Lundi 4 novembre 2013 de 13h30 à 16h00 ;**
  - **Jeudi 21 novembre 2013 de 13h30 à 16h00 ;**
  - **Samedi 7 décembre 2013 de 9h00 à 12h00.**
  
- **Mairie de MEUNET-SUR-VATAN**
  - **Mardi 12 novembre 2013 de 14h30 à 17h30 ;**
  - **Mercredi 27 novembre 2013 de 14h30 à 17h30 ;**
  - **Lundi 16 décembre 2013 de 14h30 à 18h00 ;**

M. François ROBIN, commissaire enquêteur suppléant, remplacera le commissaire enquêteur titulaire, uniquement en cas d'empêchement de ce dernier et exercera alors ses fonctions jusqu'au terme de la procédure.

**Article 3 :** Le dossier, constitué par le demandeur, ainsi que le registre d'enquête seront déposés à la mairie de REBOURSIN et à la mairie de MEUNET-SUR-VATAN, communes sièges de l'enquête, **du lundi 4 novembre 2013 au lundi 16 décembre 2013 inclus** afin que le public puisse en prendre connaissance, aux jours et heures suivants :

- **Mairie de REBOURSIN**

- **lundi, mardi, jeudi et vendredi de 13h30 à 16h00;**
- **samedi de 9h00 à 12h00.**

**La mairie de Reboursin sera fermée le lundi 11 novembre 2013 et le lundi 25 novembre 2013.**

- **Mairie de MEUNET-SUR-VATAN**

- **lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 14h30 à 17h30.**

**La mairie de Meunet-sur-Vatan sera fermée le lundi 11 novembre 2013.**

Les observations éventuelles sur le projet d'exploiter un parc éolien, situé sur le territoire des communes de REBOURSIN et de MEUNET-SUR-VATAN, pourront être consignées sur le registre d'enquête déposé en mairie à cet effet, ou adressées, par écrit, au commissaire enquêteur à la mairie de REBOURSIN et à la mairie de MEUNET-SUR-VATAN.

Pendant le mois de l'enquête, le dossier pourra être consulté dans les mairies de : Orville, Saint-Florentin, Guilly, Lucay-Le-Libre, Vatan, Giroux, La Chapelle-Saint-Laurian, Fontenay, Paudy, Ménétréols-sous-Vatan, communes du département de l'Indre, et dans les mairies des communes du département du Cher, Graçay, Nohant-en-Graçay, Saint-Outrille concernées par le rayon d'affichage, aux heures d'ouverture de celles-ci.

Toute information complémentaire peut être demandée, soit auprès du responsable de la Société Centrale Eolienne des Champs d'Amour, soit auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, Service Protection de l'Environnement, à la Cité Administrative à Châteauroux.

**Article 4 :** Un avis portant à la connaissance du public l'ouverture de l'enquête sera publié par les soins du service Protection de l'Environnement de la Direction départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations et aux frais du pétitionnaire au moins quinze jours avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux locaux.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée, ce même avis sera :

- affiché à la mairie de Reboursin et à la mairie de Meunet-sur-Vatan (communes sièges) et dans les mairies suivantes : Orville, Saint-Florentin, Guilly, Lucay-Le-Libre, Vatan, Giroux, La Chapelle-Saint-Laurian, Fontenay, Paudy, Ménétréols-sous-Vatan, (communes du département de l'Indre), et dans les mairies de Graçay, Nohant-en-Graçay, Saint-Outrille, (communes du département du Cher, incluses dans le périmètre d'affichage),
- publié sur le site internet des services de l'Etat dans l'Indre ([www.indre.gouv.fr](http://www.indre.gouv.fr)),
- affiché par le pétitionnaire dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 susvisé. La jurisprudence du Conseil d'Etat considère que l'affichage doit être réalisé, au minimum, aux principaux et plus proches points d'accès du futur parc éolien depuis la voie publique.

Cet affichage sera certifié par les maires des communes susvisées à l'issue de la période d'enquête.

**Article 5 :** A l'expiration du délai d'enquête, les registres seront clos et signés par le commissaire enquêteur. Il convoquera le demandeur dans la huitaine, et lui communiquera sur place les observations écrites et orales consignées dans les registres. Il l'invitera à produire, dans un délai maximum de 15 jours, un mémoire en réponse.

Le commissaire enquêteur retournera au préfet les dossiers d'enquête avec, d'une part, son rapport d'enquête dans lequel il relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies, et, d'autre part, ses conclusions motivées précisant si elles sont favorables ou non, dans les quinze jours à compter de la réponse du demandeur ou de l'expiration du délai imparti à ce dernier pour donner sa réponse.

**Article 6 :** A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur transmettra ses rapports et ses conclusions motivées ainsi, qu'éventuellement, le mémoire en réponse du demandeur, au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP). Ce dernier en adressera copie aux Maires des communes de REBOURSIN et de MEUNET-SUR-VATAN. Toute personne pourra prendre connaissance à la DDCSPP - Service Protection de l'Environnement – Cité administrative à Châteauroux, à la mairie de REBOURSIN et à la mairie de MEUNET-SUR-VATAN, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, ainsi, qu'éventuellement, du mémoire en réponse du demandeur.

**Article 7 :** Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois :

- par le pétitionnaire à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers à compter de la date de la dernière publication ou affichage.

L'introduction d'un recours devant le tribunal administratif impose de s'acquitter d'une contribution de 35 euros par l'apposition d'un timbre fiscal sur la requête ou de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.

**Article 8 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, le Maire de REBOURSIN, le Maire de MEUNET-SUR-VATAN, et le Commissaire Enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, et dont une copie leur sera adressée.

Pour le Préfet,  
Et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Jean-Marc GIRAUD